

Entretien par écrit avec Denis Lensel,
de l'agence de presse ACIP
(Analyses Commentaires Informations Perspectives),
réalisé à la fin de janvier 2006

par Laurent Lafforgue

Autrefois, jusque vers les années 60, l'école de la République était considérée comme un ascenseur social, où des fils de paysans et d'ouvriers pouvaient devenir ingénieurs ou professeurs. Aujourd'hui, qu'en est-il devenu ?

L'école ne joue plus du tout ce rôle. Il est devenu presque impossible pour un enfant qui ne trouve pas la culture ou la science dans sa famille de l'acquérir à l'école. Dans une école qui apprend peu et qui a renoncé à être exigeante, tous les enfants et adolescents sont perdants, mais les plus perdants sont ceux qui grandissent dans les familles qui ne peuvent parer aux carences de l'enseignement.

Plus on a parlé d'égalité sociale à propos de l'école, plus elle est devenue injuste. Plus on y a parlé de « vivre-ensemble », plus la violence s'est installée. Plus on a parlé d'y combattre l'ennui, plus les élèves s'y sont ennuyés. Plus on a parlé d'y rendre les élèves autonomes, moins ils le sont devenus, même après 15 ou 20 ans passés sur les bancs des écoles, des collèges, des lycées et des universités – alors que les adolescents qui autrefois obtenaient à 12 ou 14 ans le certificat d'études étaient déjà autonomes et responsables.

Tout cela parce que les instances dirigeantes de l'Éducation nationale et ceux qui les influencent ont oublié que l'école existait dans un but bien précis : l'instruction obligatoire de tous, la transmission d'abord des connaissances simples et fondamentales, puis de connaissances de plus en plus élaborées.

Vous avez démissionné du Haut conseil de l'Éducation : pourquoi ?

Elle m'a été demandée. J'avais exprimé avec trop de violence ce que je pensais de l'état actuel de l'école et de la responsabilité de ses instances dirigeantes.

Votre démission vous a valu des manifestations de sympathie de nombreuses personnes : mais ne s'agit-il pas d'un public plutôt conservateur, voire nostalgique du passé ?

Depuis deux mois à peine, j'ai reçu par exemple plus de 850 courriels, lettres et paquets que les gens m'envoient. La majorité des messages provient de professeurs mais aussi de parents d'élèves, parfois d'étudiants et lycéens, de chefs ou de cadres d'entreprises, et de simples citoyens.

Ces messages laissent transparaître les sensibilités politiques les plus diverses, de l'extrême-gauche au pur conservatisme, mais expriment tous le même attachement à l'instruction. De même parmi les défenseurs actifs de l'école dont je fais partie. En fait, ce que nous avons tous en commun est d'oser dire que le roi est nu quand nous voyons qu'il est nu. Nous sommes malades de l'état dans lequel nous voyons l'école.

Nous voulons une école qui transmette des connaissances, et qui, en

instruisant, transforme les enfants en adultes, les rend capables de liberté de pensée et d'action. Nous ne pronons pas le retour à un modèle passé – même si nous nous autorisons à faire des comparaisons dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas à l'avantage de la nouvelle école. Nous voulons seulement retrouver les principes fondateurs : la valeur de l'instruction comme condition de la liberté du futur adulte, la rigueur, l'exigence, la solidité des programmes, leur progressivité et leur cohérence.

Chez les professeurs comme chez les parents et les élèves, il y a donc une certaine amertume : pourtant, les réformes de l'Éducation nationale n'ont pas manqué. En 1991, Lionel Jospin alors ministre responsable de ce domaine a créé les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres. Qu'en pensez-vous ?

Depuis 35 ou 40 ans, l'école a été soumise à un train ininterrompu de réformes qui l'ont rendue méconnaissable. Toutes sont allées dans le même sens : éloigner l'école de sa raison d'être – qui est de transmettre des connaissances – et donner la priorité à d'autres considérations. En particulier, la loi d'orientation de 1989 diminua considérablement les exigences à tous les niveaux du système éducatif, et signa l'arrêt de mort des Écoles Normales d'instituteurs pour leur substituer les IUFM. Depuis 15 ans, ceux-ci empoisonnent littéralement l'école. Tous les futurs instituteurs et professeurs y subissent une prétendue formation qui n'est pas seulement inutile mais nuisible. La doctrine profonde des IUFM est le refus du savoir et de la transmission. C'est elle qui est déversée sur les stagiaires. On cherche à les transformer en animateurs plutôt qu'en enseignants. On se livre sur eux, en particulier sur les plus qualifiés, à des pseudo-formations infantilissantes qui les humilient et dénie toute valeur à leurs connaissances.

Les IUFM ont été confiés à des spécialistes des « sciences de l'éducation » : n'est-ce pas une garantie de sérieux et de méthode ?

Ces soi-disant « sciences de l'éducation » sont de la pure charlatanerie qui se dissimule derrière un vocabulaire que personne ne comprend, – et ne risque pas de comprendre puisqu'il n'a aucun sens. Les stagiaires et les formateurs compétents dans leurs disciplines – il en existe – sont réduits au silence, ou à ne témoigner que sous le couvert de l'anonymat, car ils ont peur : toute personne qui émet une critique s'expose à des menaces, à des retenues sur salaire, à ne pas être titularisée à la fin du stage, etc.

En vérité, la pédagogie ne peut être l'objet d'une science. C'est un type très particulier de relation humaine, celle de maître à élèves, qui suppose d'abord de maîtriser parfaitement ce qu'on enseigne, et qui d'autre part peut bénéficier de l'expérience pratique – et non théorique – d'enseignants chevronnés.

Etes-vous partisan de plus de liberté pédagogique pour les enseignants ?

Oui. Les professeurs et les instituteurs ne sont pas des agents d'exécution. Leur liberté pédagogique est inséparable de leur autorité – tant battue en brèche et qui demande à être restaurée – laquelle est inséparable de la valeur qu'on accorde au savoir.

Les inspecteurs doivent noter les instituteurs non pas sur la conformité de leurs méthodes avec les doctrines officielles mais sur la progression de leurs élèves.